Nations Unies DP/2009/22

Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour la population

Distr. générale
6 mai 2009
Français
Original : anglais

Première session ordinaire de 2009
26 mai-5 juin 2009, New York
Point 9 de l'ordre du jour provisoire
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

Rapport annuel du Directeur exécutif*

Résumé

L'année 2008 a été la deuxième année de la Stratégie opérationnelle triennale du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS). Des résultats ont été obtenus : c'est ainsi que les finances ont été assainies et les contrôles améliorés, la confiance des clients a été renforcée, et des investissements ont été consacrés aux ressources humaines. Parmi les succès marquants, on peut citer un audit « sans réserve » concernant l'exercice biennal précédent et, dans son prolongement, des accords de partenariat avec l'Organisation des Nations Unies, la Banque mondiale et l'Union européenne, ainsi qu'une fusion partielle avec le Bureau des services d'achat interorganisations du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

En 2008, l'UNOPS a exécuté des projets d'un montant de 1,06 milliard de dollars, ses dépenses de gestion s'établissant quant à elles à 61,9 millions de dollars. Sa contribution à sa réserve opérationnelle s'est élevée à 4,9 millions de dollars, qui ont porté cette réserve à 30, 06 millions de dollars. Les nouveaux contrats ont atteint un niveau record qui a montré que la clientèle avait de plus en plus confiance dans la capacité de l'UNOPS à servir ses objectifs et ses résultats.

Le présent rapport donne un aperçu des contributions de l'UNOPS aux activités de consolidation de la paix, d'aide humanitaire et de développement. Au cours de l'année, l'UNOPS a travaillé dans les principaux secteurs suivants (selon les définitions du Comité d'aide au développement) : administration publique et société civile, santé, prévention et règlement des conflits, paix et sécurité, et protection de l'environnement en général.

* La compilation des données requises pour donner au Conseil d'administration des données aussi à jour que possible a retardé l'établissement du présent rapport.

Merci de recycler

Eléments d'une décision

Le Conseil d'administration voudra peut-être : a) se féliciter des progrès qu'a réalisés le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) en vue d'améliorer l'efficacité et la productivité de ses modalités de travail; b) prendre note des apports très divers de l'UNOPS aux résultats opérationnels de l'Organisation des Nations Unies, souvent dans des conditions très difficiles; c) prendre note de la demande croissante des services de l'UNOPS, prouvée par les nouveaux contrats, et la confirmation objective de son professionnalisme croissant par les tendances positives des enquêtes et la satisfaction accrue de sa clientèle.

Table des matières

Page

Introduction 3

I. Cadre de gestion axée sur les résultats 3

A. Perspectives financières 3

B. Clients et parties prenantes 4

C. Modalités de fonctionnement 6

D. Perspectives humaines 8

II. Cadre des résultats d'exploitation 9

A. Introduction 9

B. Conclusions générales 10

C. Éducation 11

D. Riposte d'urgence et secours humanitaires 13

E. Environnement 14

F. Égalité des sexes 15

G. Gouvernance 17

H. Santé 18

I. Justice, sécurité et ordre public 20

J. Développement économique local 22

K. Travaux publics 24

Annexes (disponibles sur le site du Conseil d'administration sur la Toile)

1. Key financial data 2007 and 2008

2. Implementation expenditures and revenues by clients and partners in 2007and 2008

3. Implementation expenditures and revenues in 2007 and 2008

I. Introduction

1. Le Directeur exécutif a le plaisir d'exposer au Conseil d'administration les résultats obtenus en 2008 dans la mise en œuvre de sa stratégie opérationnelle pour la période 2007 à 2009. Comme il est indiqué ci-après au sujet du cadre de gestion axée sur les résultats, l'UNOPS a obtenu des améliorations appréciables concernant la génération de revenus, l'amélioration de la productivité, la normalisation et le perfectionnement des modèles opérationnels, ainsi que le recrutement et la fidélisation du personnel. Comme il est reconnu au sujet du cadre des résultats d'exploitation, l'UNOPS a contribué utilement aux résultats obtenus par l'Organisation des Nations Unies dans l'édification de la paix, le travail humanitaire et le travail de développement.

I. Cadre de gestion axée sur les résultats

2. La stratégie opérationnelle de l'UNOPS pour la période 2007 à 2009 met l'accent sur la viabilité financière, la satisfaction de la clientèle, des pratiques et des résultats de niveau mondial et la compétence et la motivation de son personnel. À mi-parcours, en juin 2008, l'UNOPS a organisé pour la première fois une réunion de tous les responsables au Siège et hors siège afin de faire le bilan de la mise en œuvre de sa stratégie et de définir un ordre de priorité. Cette réunion au niveau mondial a souligné qu'il fallait mieux axer et harmoniser les efforts de changement opérationnel et faire participer les bureaux de pays de l'UNOPS à la conception et la mise en œuvre des initiatives. Elle a recommandé de créer un « programme de changement » pour favoriser la coordination et l'affectation de ressources aux activités prioritaires, notamment par un positionnement opérationnel pour l'avenir, l'adoption de pratiques de gestion de projet, des préparatifs en vue de l'application des Normes comptables internationales pour le secteur public (Normes IPSAC), la certification des dirigeants et l'investissement dans les ressources humaines.

A. Perspectives financières

3. Les opérations de l'UNOPS doivent avoir une solide assise financière. En 2008, le montant des projets exécutés s'est élevé à 1,06 milliard de dollars, les dépenses de gestion s'établissant quant à elles à 61,9 millions de dollars. La contribution de 4,9 millions de dollars à la réserve opérationnelle a porté celle-ci à 30,06 millions de dollars. Auparavant, les gains et pertes avaient été extrêmement élevés, incluant un montant de 6,5 millions de dollars de passations par profits et pertes et de provisions pour créances irrécouvrables – dues notamment au problème des soldes interfonds non réglé avec le PNUD – héritées des années antérieures à 2006. (Le présent rapport indique des chiffres qui représentent les meilleures estimations possibles au moment de sa rédaction.)

4. La valeur des nouveaux contrats obtenus par l'UNOPS a atteint 1,5 milliard de dollars, soit 3,32 % de plus que l'année précédente, ce qui traduit une demande jamais atteinte de ses services.

5. La nouvelle structure financière mise en place en 2007 au Siège, dans les bureaux régionaux et dans les centres opérationnels a amélioré l'efficacité et le succès du suivi financier et de la gestion financière.

6. Au nombre des principales initiatives prises en 2008 figurent :

a) La mise en place d'un tableau de bord des données financières permettant à l'UNOPS de suivre la fourniture de services aux clients conformément aux Normes internationales d'information financière;

b) Une progression vers le traitement des opérations à l'aide du système Atlas pour renforcer les contrôles et veiller à l'établissement de rapports en temps réel; l'UNOPS a ouvert 44 comptes bancaires Atlas pour remplacer ses transactions manuelles sur fonds de caisse;

c) Une politique révisée de recouvrement des coûts;

d) La présentation et la préparation des budgets pour la période 2009-2010 sur la base de la budgétisation en fonction des résultats;

e) La présentation au Conseil d'administration, pour examen, d'une version révisée du Règlement financier et des règles de gestion financière (approuvée en 2009; voir section C);

f) Une équipe de projet, suivant la méthode Prince2, chargée de prendre la direction et d'appliquer les Normes comptables internationales pour le secteur public.

B. Clients et parties prenantes

7. La fourniture de services aux organismes des Nations Unies constitue la fonction première de l'UNOPS et la réforme que poursuit l'ONU continue d'offrir des occasions de l'élargir. Le niveau record des nouveaux contrats obtenus en 2008 a témoigné de la confiance croissante des clients dans la capacité de l'UNOPS à contribuer effectivement à leurs activités et leurs objectifs.

8. Une enquête de satisfaction menée en 2008 auprès des clients et des partenaires a montré que c'était surtout la gestion des projets, les achats et l'administration des ressources humaines qui les intéressaient. Le degré de satisfaction des clients mesuré par la plupart des indicateurs de « qualité du service » a augmenté surtout entre 2007 et 2008 et c'est principalement la compréhension des besoins du client qui a été appréciée. La communication aux clients de données financières a été accélérée mais doit continuer à retenir l'attention.

9. En 2008, l'UNOPS a signé trois accords de partenariat très prometteurs. Un mémorandum d'accord avec le Secrétariat des Nations Unies simplifie les modalités selon lesquelles les services et départements du Siège, les opérations de la Division des opérations de la paix et les missions hors siège du Département des affaires politiques obtiennent les services de l'UNOPS. Celui-ci a adhéré à l'Accord cadre financier et administratif, qui concerne la mise en œuvre, par l'ONU, des projets, programmes et opérations financés par la Commission européenne et en améliore l'administration, de même qu'à l'Accord cadre financier et administratif entre la Banque mondiale et l'ONU.

10. L'Annexe 2 présente des données détaillées sur les clients et les partenaires au sujet des dépenses d'exécution des projets. Malgré une légère diminution des dépenses payées sur ses fonds propres et les fonds d'affectation spéciale administrés

par lui en 2008, le PNUD est devenu le partenaire le plus important de l'UNOPS en raison de la signature avec des gouvernements d'un plus grand nombre d'accords de services de gestion en son nom. Le PNUD a été responsable de 47,5 % de toutes les dépenses d'exécution, 7,3 % étant financées sur ses fonds propres, 12,3 % par des fonds d'affectation spéciale et 27,9 % par des accords de services de gestion. La plupart de ces accords ont été signés avec le gouvernement péruvien, et correspondent à 22,2 % de toutes les dépenses d'exécution.

11. La Division des opérations de la paix est demeurée le deuxième client par ordre d'importance; les dépenses d'exécution ont augmenté en valeur absolue et sa part, de 14,9 %, est restée presque inchangée par rapport à 2007. Les travaux conjoints avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont diminué notablement car les travaux de reconstruction après le tsunami approchent de leur fin et des entretiens ont commencé en vue de nouveaux partenariats. Globalement, les contrats avec la Banque mondiale ont sensiblement diminué, principalement parce que les grands projets d'infrastructure en Afghanistan se sont achevés avec succès, qu'un nouveau projet de grande envergure dans ce pays a été approuvé à la fin de l'année et que d'autres ouvertures prometteuses font de la Banque mondiale un client important.

12. La prestation de services aux gouvernements s'est accrue, représentant 20,6 % des dépenses d'exécution. Pour cela, des financements ont été fournis par la Banque mondiale, l'Union européenne, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, et directement par des gouvernements. Les principaux gouvernements clients et partenaires en 2008 ont été ceux de l'Afghanistan, de l'Inde et de Sri Lanka.

13. L'annexe 3 contient des données détaillées sur les dépenses d'exécution des projets en 2008. Les principaux secteurs ont été la prévention et le règlement des conflits, la paix et la sécurité (23,0 %), la santé (18,0 %), l'administration publique et la société civile (13,0 %), l'aide humanitaire (11,4 %°), la protection de l'environnement en général (10,6 %), et le transport et l'entreposage (9,9 %). Les principaux secteurs subsidiaires ont été le renforcement de la paix après les conflits (12,1 %), les transports routiers (8,6 %), l'administration publique (8,5 %), le déminage terrestre (7,9 %), les services médicaux (7,8 %) et l'assistance et les services de secours matériel (7,6 %).

14. Les directeurs et gestionnaires du centre d'opérations de l'UNOPS ont participé davantage aux travaux des équipes de pays des Nations Unies et aux activités du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) sur le terrain, en mettant leur expérience et leurs modalités opérationnelles au service de l'exécution. C'est une des raisons pour lesquelles la proportion de clients interrogés qui se sont déclarés satisfaits de la participation et de la contribution de l'UNOPS aux équipes de pays de l'ONU, qui était de 67 % en 2007, a atteint 74 % en 2008, et celle des clients insatisfaits a reculé de 18 % en 2007 à 4 % en 2008. Les bureaux régionaux de l'UNOPS ont participé aux efforts de coordination régionale de l'ONU. En Afrique, cette évolution a été facilitée par le transfert du bureau régional de l'UNOPS à Johannesburg. De plus, l'UNOPS a participé au Comité de haut niveau sur la gestion et au Groupe des Nations Unies pour le développement, en s'attachant principalement aux questions opérationnelles.

15. Les communications d'affaires de l'UNOPS, qui était essentielles pour le succès des relations avec les clients et les parties prenantes, se sont nettement

améliorées. Les modifications apportées à l'emblème de l'UNOPS soulignent maintenant la primauté de l'ONU dans ses opérations. Au cours de l'année, l'UNOPS a lancé un nouveau portail sur la Toile qui a été agrandi pour le présenter en anglais, en espagnol et en français. Il a enrichi sa bibliothèque de documentation générale qui présente environ 200 fiches d'informations à prix modique, qui le plus souvent peuvent être chargées à partir de ce portail. Une version simplifiée du rapport annuel pour 2007 a été établie, et les informations qu'elle contient peuvent être chargées, ce qui évite les coûts d'impression et d'expédition.

C. Modalités de fonctionnement

16. L'UNOPS s'est employé à améliorer sa cohérence au niveau mondial ainsi que son profil technique, à unifier sa présentation et ses normes de résultats, à faciliter une culture d'excellence des résultats sur la base de la collaboration et à renforcer l'obligation de rendre compte et la transparence. Les principes et instructions annoncés en 2008 ont fortifié la gestion du risque, les contrôles internes et la surveillance, de même que la lutte de l'UNOPS contre le manque de déontologie et la fraude.

17. Conformément à la décision 2008/35 du Conseil d'administration, le Directeur exécutif lui rend compte et rend compte au Secrétaire général sans intermédiaire. Pour cette raison, le Secrétaire général a délégué au Directeur exécutif de l'UNOPS la direction des ressources humaines en relation avec le personnel de ce dernier.

18. L'UNOPS a amélioré son cadre législatif et ses règles internes visant à accroître l'obligation de rendre compte et la transparence au sein de l'organisation. Dans sa décision 2008/37, le Conseil d'administration a approuvé le cadre de redevabilité et les politiques apparentées de contrôle. À ce titre, il a créé un Comité consultatif indépendant de la stratégie et de l'audit (qui s'est réuni quatre fois au cours de l'année) et a adopté une Charte de l'audit interne qui est appliquée par le Bureau de l'audit interne (IAO), doté d'effectifs complets et lui-même renforcé . Un nouveau cadre de contrôle interne et de gestion du risque repère les principaux types de risque rencontrés par l'UNOPS et les moyens de les atténuer.

19. L'UNOPS a adopté des principes révisés de lutte contre la fraude afin de se conformer aux pratiques de premier plan en la matière. Des règles plus strictes de déclaration et de publication financières ont été étendues à environ 500 membres du personnel de l'UNOPS. Mu par son rôle d'acheteur et sa volonté de montrer la voie à ce sujet, l'UNOPS a publié plusieurs directives nouvelles ou renforcées, par exemple celle qui prévoit l'« impunité zéro » des personnes qui recevraient des dons ou des faveurs de fournisseurs, des dispositions luttant contre la corruption, un code de conduite pour les fournisseurs, une déontologie en matière d'achats, la reconnaissance automatique par l'UNOPS des suspensions décidées par le Comité d'examen des fournisseurs de l'ONU, un système indépendant de contestation des adjudications, et des restrictions applicables après leur emploi aux membres du personnel ayant participé à des activités d'achat.

20. Le Chargé de la déontologie a reçu des plaintes émanant de membres du personnel ainsi que des demandes de conseil concernant la protection des dénonciateurs de manquements, des conflits d'intérêts, des abus d'autorité et des harcèlements, l'acceptation d'invitations, ainsi que les déclarations et publications financières. Il a appliqué le code de déontologie de l'UNOPS et a répondu à des

demandes de téléassistance en cas de fraude, et il s'est occupé de questions liées à la contestation d'adjudications. Dans les cas de plaintes pour fraude, conformément à la pratique convenue et au principe d'impunité zéro appliqué par l'UNOPS, il a saisi le Conseiller juridique de celui-ci pour qu'il les examine et prenne des mesures appropriées.

21. L'audit auquel ont été soumis les comptes de l'UNOPS pour l'exercice biennal 2006-2007 et qui a été publié vers le milieu de 2008 n'a été assorti d'aucune réserve, ce qui a représenté le premier résultat positif depuis huit ans et a inversé la tendance qu'avaient créé les trois audits précédents, conclus avec des réserves.

22. L'UNOPS a réuni et mis sur son site à la disposition du public un vaste éventail de documents (notamment budgets, états financiers et rapports d'audit) qui peuvent être consultés sous les rubriques nouvellement créées intitulées « Responsabilisation » et « Déontologie ».

23. Le partage de son savoir par une communauté de pratique a apporté à l'UNOPS de bons résultats en encourageant les méthodes de travail d'ensemble fondées sur la participation et en renforçant ainsi les bonnes pratiques. Par exemple, la planification des achats a été améliorée par la communication, à tout l'organisme, de formules et modèles qui n'étaient utilisés auparavant que par un seul service.

24. L'UNOPS a travaillé à la révision du Règlement financier et des règles de gestion financière qui seront soumis au Conseil d'administration, en proposant des modifications pour la première fois depuis son indépendance en 1995. Le Règlement financier et les règles de gestion financière précisent les pouvoirs, les rôles et les attributions et suivent la pratique des Normes IPSAS que le système des Nations Unies va adopter. Le nouveau Règlement financier et les nouvelles règles de gestion financière sont entrés en vigueur après que le Conseil d'administration les a approuvés dans sa décision 2009/4.

25. Le nouvel accord concernant les vacataires a pris effet le 1er janvier 2008. Son utilisation a simplifié les opérations commerciales, facilité les contrôles internes et réduit les coûts administratifs. Un examen trimestriel des nouveaux contrats et de l'expérience acquise a permis d'apporter d'autres améliorations, par exemple d'assouplir le calcul des rémunérations, de clarifier les procédures, et d'accorder des congés limités aux vacataires internationaux travaillant au moins trois mois.

26. L'UNOPS a appuyé des travaux consacrés au changement climatique – et son lourd impact sur les populations vulnérables dans les pays en développement – en mettant à profit ses connaissances spécialisées en matière d'achats et de systèmes d'infrastructure, d'outils, de manuels et de catalogues de fournisseurs qui respectent l'environnement, et aussi un réseau de ressources auxquelles les clients peuvent faire appel.

27. Comme il a été indiqué dans un autre document (DP/2008/21), 2008 a été la première année complète de travail pour le Bureau d'audit interne de l'UNOPS (auparavant, c'était la Section de l'audit des services d'appui aux projets qui effectuait l'audit de l'UNOPS et lui fournissait des services consultatifs). Le Bureau d'audit interne a publié sa Charte d'audit interne et tous ses postes ont été pourvus au plus tard au début de 2008. Il a élargi son audit interne, en améliorant l'efficacité et l'effectivité des contrôles internes et en permettant à l'UNOPS de mieux appliquer les normes générales de respect et de qualité. La stratégie d'audit étend celui-ci aux bureaux de l'UNOPS considérés comme présentant des risques élevés

ou moyens, et des audits techniques ont lieu dans les principaux domaines d'activité.

28. Au cours de l'année, le Bureau d'audit interne a mené à bien 40 audits dont les résultats ont été soumis au Directeur exécutif de l'UNOPS, ce qui représente un accroissement de 67 % par rapport à 2007. Sur les 17 rapports d'audit consacrés à l'évaluation de situations financières, 10 (soit 59 %) ont été présentés sans réserve et sept (soit 41 %) ont été assortis de réserves, ce qui constitue une autre amélioration par rapport à 2007. Sur 31 rapports d'audit consacrés aux contrôles internes, 10 (soit 32 %) ont été considérés comme « satisfaisants », 20 (soit 65 %) ont été jugés « partiellement satisfaisants » et un (3 %) n'a pas donné satisfaction.

29. Négociée en 2007, la fusion de l'UNOPS et du Groupe des services d'achats interorganisations du PNUD, a pris effet en janvier 2008. Le résultat a été que le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies est maintenant administré par l'UNOPS, qui a aussi établi pour la première fois le rapport concernant les achats de l'ONU. L'UNOPS s'est chargé de gérer le catalogue en ligne d'achats UNWebBuy. Un nouvel outil de recherche, créé en 2008, permet aux clients de trouver ce qui répond le plus avantageusement à leurs besoins. Parce que l'UNOPS met l'accent sur la passation de marchés « verts », les catalogues fournissent des données environnementales sur tous les véhicules.

D. Perspectives humaines

30. L'UNOPS a beaucoup investi dans ce qu'il a de plus précieux, son personnel. En réponse au sondage du personnel de 2007, une attention particulière a été consacrée au comportement professionnel, à l'organisation des carrières, à la gestion des successions et à la gestion des aptitudes.

31. La stratégie relative aux ressources humaines a insisté sur le système d'évaluation des résultats de l'UNOPS, qui a créé un cadre adaptant les compétences aux descriptions d'emploi et aux échelons, et a mis en œuvre la première phase d'une évaluation électronique des comportements et des résultats. L'organisation a aussi organisé un système de tables rondes autour desquelles les responsables examinent le comportement de leur personnel, son potentiel et son évolution, ainsi qu'une procédure d'objection, qui doivent tous deux être mis en place en 2009.

32. L'UNOPS a invité tous les membres de son personnel qui le quittent en 2008 à faire partie du réseau d'anciens, et près de 90 personnes ont répondu à cette invitation. L'objectif consiste à améliorer les services et l'information qui va à cette catégorie importante et d'inciter ses membres à revenir à l'UNOPS selon les besoins. Le réseau a placé des groupes d'anciens sur plusieurs sites de réseaux d'affaires qui permettent à leurs utilisateurs d'afficher des curriculum vitae, ce qui permettra à l'UNOPS de chercher plus facilement des candidats à des postes. Le réseau d'anciens devrait se transformer en un moyen précieux d'afficher des postes, une fois que le fichier de consultants sera prêt et commencera d'être utilisé.

33. La gestion des aptitudes a bénéficié d'une harmonisation des classements de postes de l'UNOPS avec ceux d'autres organes des Nations Unies, dont le but était de trouver une solution au renouvellement de son personnel qui n'a jamais été aussi rapide. À la suite d'un examen effectué par des consultants indépendants en

automne 2008, l'UNOPS a proposé un reclassement général des administrateurs, que le Conseil d'administration a approuvé dans sa décision 2009/5. Ce reclassement aura lieu progressivement, pour autant que les ressources le permettent. D'autres initiatives – concernant par exemple la détermination des compétences de chacun au moyen notamment d'un site et d'une base de données, et un questionnaire de fin de mission – faciliteront la gestion des aptitudes.

34. L'UNOPS a adopté six nouvelles règles (concernant le recrutement, la nomination et le choix des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur, la nomination et le recrutement des membres des services généraux et des administrateurs nationaux, les contrats de vacataires, la rotation du personnel et la gestion des successions) et six nouvelles instructions administratives (concernant le régime d'indemnisation prévu dans les contrats de vacataires, les invitations, l'égalité des sexes, les membres du comité de nomination et de sélection et le Groupe de sélection au Siège, la rotation du personnel et les restrictions en cas de départ).

35. L'UNOPS a recruté 231 fonctionnaires – 76 à des postes de la série 100, 58 à des postes de la série 200 et 97 à des postes de la série 300. Pendant l'année, 216 personnes, soit 22,4 % des titulaires de postes des séries 100, 200 et 300, ont quitté l'UNOPS. En 2007, le chiffre correspondant avait été de 209, soit 23,5 %. À la fin de 2008, l'UNOPS employait en tout 5 552 personnes, dont 4 601 étaient des vacataires.

36. Les résultats du sondage mondial du personnel ont montré que le moral était meilleur qu'en 2007. Les questions concernant la satisfaction dans l'emploi, la motivation et l'amélioration de la vie des membres du personnel résultant de leur travail ont suscité des réponses de l'ordre de 80 à 90 %. Plus de la moitié des membres du personnel ont estimé que les décisions étaient prises dans une plus grande transparence. L'année durant, l'UNOPS a cherché à répondre aux préoccupations relatives à la répartition du travail, à la sécurité et à la protection sociale de son personnel sur le lieu de travail, ainsi qu'aux communications entre le personnel et son encadrement.

37. En 2008, l'UNOPS a apporté son appui pour 43 ateliers de formation sur divers thèmes, a permis à tout son personnel de suivre des cours obligatoires et a proposé à certains de ses membres une formation concernant la gestion des projets, les achats, les finances et le système Atlas (y compris des cours et certifications extérieurs). En tout, 1 418 fonctionnaires et vacataires ont entrepris une formation non obligatoire. Parmi eux, 54 ont obtenu un certificat extérieur d'aptitude à la gestion de projet Prince2, 155 ont été formés aux achats et 170 ont appris à utiliser le système Atlas. L'UNOPS a pris des dispositions en vue d'une certification extérieure en matière d'achats fournie par le Chartered Institute of Purchasing and Supply en 2009, pour laquelle 37 membres du personnel se sont déjà inscrits.

II. Cadre des résultats d'exploitation

A. Introduction

38. Le présent rapport est le deuxième à comporter une évaluation axée sur les résultats des contributions de l'UNOPS aux résultats des programmes de ses

partenaires. L'UNOPS a affiné ses méthodes de collecte d'informations pour créer une base de données plus exacte, et a mis au point un outil pour réunir des résultats de manière systématique et homogène. Néanmoins, le cadre de gestion sur la base des résultats étant encore à l'étude, l'UNOPS a donné la prééminence aux résultats d'exploitation. Les travaux n'étant pas achevés, les données sont indicatives et incomplètes.

39. Certaines données concernant, notamment, 2007 sont indiquées ci-après. Des changements ayant été apportés à la collecte de l'information, les comparaisons doivent être considérées avec prudence. Il convient de noter aussi que les tendances reflètent principalement des déplacements de la demande des clients.

40. Le rôle tout à fait particulier de l'UNOPS a une influence fondamentale sur l'évaluation de ses résultats. Prestataire de services aux organisations et aux gouvernements, il peut, selon les vœux du client, se charger de tous les aspects de la conception et de l'exécution des projets ou fournir certains services. Il contribue aux résultats des programmes en partenariat avec d'autres entités et, comme la prise en charge appartient à ses clients, les rapports annuels de ces derniers peuvent contenir plus d'informations détaillées sur les résultats.

41. Les contributions de l'UNOPS sont organisées selon neuf secteurs essentiels appuyant la consolidation de la paix, l'assistance humanitaire et l'aide au développement. Déterminés sur la base de l'inventaire des activités de consolidation de la paix de l'Organisation des Nations Unies établi en 2006 et des objectifs du Millénaire pour le développement, ces secteurs sont : l'éducation, les secours humanitaires et l'aide au relèvement, l'environnement, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, la gouvernance, la santé, la justice, la sécurité et l'ordre public, le développement économique local, et les travaux publics. Les résultats ci-après ne se retrouvent pas dans d'autres secteurs.

B. Conclusions générales

42. Parce que l'UNOPS fournit des services, l'étendue, l'objectif et le lieu de son travail sont déterminés par les priorités et les besoins de sa clientèle. (L'éventail des services est décrit généralement, sous l'angle des recettes et de l'exécution des projets, aux paragraphes 10 à 13).

43. Organisme chef de file du système des Nations Unies pour les grands projets d'infrastructure physique dans le cadre de sa consolidation de la paix, l'UNOPS a géré en 2008 un volume important de travaux de construction en Iraq, en République démocratique du Congo et au Soudan. Il a aussi entrepris des activités appréciables en Indonésie et à Sri Lanka, où des travaux de reconstruction de longue haleine ont été poursuivis à la suite du tsunami de 2004.

44. Globalement, l'UNOPS a dirigé la construction ou la réfection de 186 écoles, 19 dispensaires, 15 hôpitaux, 31 postes de police, 20 prisons ou centres de détention, et 14 bâtiments de l'administration publique. Il a construit ou réhabilité 1 318 kilomètres de routes, pavées ou non, plus de 100 ponts et 3 205 kilomètres de drainages d'accotements. En 2007, l'UNOPS a dirigé la construction ou la réfection de plus de 200 écoles, 9 prisons/centres de détention, 27 bâtiments administratifs publics, 1 361 kilomètres de routes et 60 ponts.

45. Ll'UNOPS a aidé des clients à former plus de 2 000 enseignants et instructeurs, 28 000 membres des professions de santé et plusieurs milliers de fonctionnaires. Plus de 45 000 personnes ont été formées aux plans d'urgence en cas de catastrophe. En Iraq, il a appuyé l'éducation civique de 200 000 électeurs et a apporté son aide pour la formation de plus 20 000 observateurs électoraux indépendants.

46. L'UNOPS a effectué des achats, portant sur des articles aussi divers que des livres ou des véhicules, pour d'autres membres de la famille des Nations Unies, des institutions financières internationales et des administrations publiques nationales. Globalement, il lui a été demandé d'acheter des marchandises concernant la santé d'une valeur de plus de 170 millions de dollars pour des clients; ses achats correspondants en 2007 s'étaient élevés à un peu plus de 90 millions de dollars. Les achats destinés au secteur de l'éducation ont dépassé 9,5 millions de dollars (34,5 millions de dollars en 2007).

47. Dans le domaine de l'environnement, plusieurs programmes d'envergure touchant la biodiversité et les eaux internationales ont été exécutés et plus de 3 000 projets bénéficiant d'un microfinancement ont été administrés, aboutissant à des résultats dans plus de 100 pays, plus ou moins comme en 2007.

48. Au sujet de la sécurité, l'UNOPS a aidé le Service de la lutte antimines (SLAM) à apporter une assistance et un appui directs à 10 et des conseils techniques à quatre missions de maintien de la paix de l'ONU.

C. Éducation

49. L'UNOPS a aidé des gouvernements et d'autres partenaires à se rapprocher de l'objectif 2 du Millénaire pour le développement, principalement au profit de l'enseignement primaire par la construction d'écoles, la formation d'enseignants et l'achat de matériel éducatif.

50. L'UNOPS a géré la construction et la réfection de 186 écoles, dont 88 ont été construites en Indonésie à Aceh et dans l'île de Nais, dans le cadre d'un programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) visant à reconstruire l'infrastructure de l'enseignement après le tsunami de 2004. Au Myanmar, 46 écoles primaires ou jardins d'enfants ont été construits. La plupart de ces travaux étaient demandés par le PNUD et les gouvernements de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de la Suède et du Royaume-Uni. En République démocratique du Congo, l'UNOPS a dirigé la construction et la réhabilitation de 20 écoles primaires financées par la Banque mondiale et, au Soudan, il a géré la construction de 13 écoles et d'un établissement d'enseignement pédagogique pour le gouvernement, avec un financement de l'Agency for International Developement des États-Unis d'Amérique (USAID). À Sri Lanka, 11 écoles ont été construites ou réhabilitées au nom de l'UNICEF et, au Pérou, deux écoles secondaires ont été réhabilitées pour le gouvernement.

51. L'UNOPS a aidé des clients à améliorer des installations existantes, fabriquer des clôtures, concevoir des agrandissements de bâtiments scolaires et gérer la construction d'installations concernant l'eau et l'assainissement destinées à des écoles. À Sri Lanka, par exemple, il a aidé le Programme alimentaire mondial

(PAM) à construire 18 cuisines scolaires et l'UNICEF à installer 23 systèmes d'adduction d'eau et d'assainissement.

52. L'UNOPS a aidé des clients à former plus de 2 000 enseignants et instructeurs. Au Myanmar, 1 737 éducateurs ont appris des techniques d'enseignement professionnel dans le cadre du Programme communautaire dans les districts reculé tandis qu'en Iraq, 171 décideurs de ministères ont appris à concevoir des programmes d'enseignement professionnel technique.

53. Les achats destinés à l'éducation se sont élevés à 9,5 millions de dollars. Pour l'UNICEF, l'UNOPS s'est chargé de faire imprimer et distribuer 18 millions de livres pour des écoles primaires malgaches tandis qu'au Pérou, à la demande du gouvernement, 600 000 livres ont été distribués pour lutter contre l'analphabétisme. En Argentine, environ 5,1 millions de dollars ont été dépensés au nom du PNUD et de la Banque mondiale pour l'achat de biens et services destinés à l'éducation, notamment des ordinateurs, du matériel multimédia et du mobilier, principalement pour l'enseignement secondaire.

Encadré 1
Construction d'écoles en République démocratique du Congo

Les conflits armés, la pauvreté et les catastrophes naturelles ont affaibli l'enseignement dans les provinces du Nord et du Sud Kivu, dans l'Est de la République démocratique du Congo. Face à cela, la Banque mondiale a fourni au Bureau congolais de coordination centrale des fonds provenant de son programme multisectoriel pour des travaux urgents de réhabilitation et de reconstruction.

Le résultat a été la construction de 18 écoles et la réhabilitation de deux autres et, ainsi, la possibilité d'étudier pour environ 20 000 élèves vivant dans les zones touchées par la guerre. L'UNOPS, qui est actif en République démocratique du Congo depuis 1995, a mis en œuvre le projet.

Des ingénieurs de l'UNOPS ont appliqué des normes de construction parasismique à la conception des structures pour réduire le plus possible les risques encourus par les élèves dans les régions sujettes aux tremblements de terre. Les bâtiments ont été meublés de 3 690 pupitres, 4 000 sièges, 200 bureaux pour les enseignants et 200 rayonnages et étagères, tous fabriqués dans des ateliers locaux avec des matériaux de l'endroit.

D. Riposte d'urgence et secours humanitaires

54. L'UNOPS offre des services humanitaires d'appui aux secours d'urgence et au relèvement à la suite de catastrophes naturelles ou de conflits. En 2008, il l'a fait pour le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU, le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'UNICEF, l'Union européenne et des gouvernements. (Il convient de signaler que de nombreux projets liés à la reconstruction qui a suivi le tsunami de 2004 dans l'Océan indien sont décrits dans d'autres parties du présent rapport).

55. En qualité de partenaire d'exécution du PNUD, l'UNOPS a aidé ses clients à limiter les risques et à préparer les collectivités et les pouvoirs publics aux catastrophes, en fournissant une formation aux plans d'urgence à plus de 45 000 personnes – vivant en majorité au Bangladesh – dans le cadre du Programme global de gestion des catastrophes. Au Népal, il a recruté 58 employés pour le bureau régional nouvellement ouvert du Programme de réduction du risque sismique et le Programme de gestion des catastrophes pour l'Asie du Sud, au nom du PNUD et du gouvernement japonais. En Afghanistan, il a contribué à créer un fonds d'affectation d'urgence qui donne au gouvernement des moyens accrus de se préparer aux catastrophes naturelles ou environnementales et d'y réagir.

56. L'UNOPS a apporté son assistance pour la prestation de services d'urgence et la fourniture de nourriture. À Sri Lanka, il a surveillé la construction d'entrepôts pour le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et la plate-forme d'éclatement logistique pour le PAM. Au nom du HCR, il a fourni des assemblages d'abri d'urgence à plus de 4 000 familles, principalement dans le Nord du pays où les combats ont accru le nombre des personnes déplacées dans leur propre pays. Il a aussi aidé le HCR à fournir des réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement à quelque 12 700 personnes déplacées dans leur propre pays qui sont accueillies par des familles non desservies par de tels réseaux.

57. Le Centre des opérations du PNUD en Suisse a fourni des services d'administration et de gestion au HCR et au Bureau de la prévention des crises et du relèvement du PNUD, en appuyant les opérations mondiales de ces organismes. Parmi les programmes appuyés par l'UNOPS, on peut citer le Programme mondial de détection du risque qui accroît les moyens dont disposent les décideurs pour évaluer les risques et y réagir, et qui est mis en œuvre avec la coopération, notamment, des sociétés internationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement.

Encadré 2
Gestion globale des catastrophes au Bangladesh

Le Bangladesh, dont le territoire est proche du niveau de la mer et densément peuplé, est l'un des pays du monde les plus exposés aux catastrophes, et il est menacé par des inondations et des cyclones dévastateurs qui apportent la mort, les maladies et d'immenses pertes économiques.

En 2003, le ministère de l'alimentation et de la gestion des catastrophes a lancé un Programme multidonateurs de gestion des catastrophes en partenariat avec le ministère britannique du développement international, le PNUD et, ultérieurement, la Commission européenne. L'UNOPS participe à ce programme en tant que partenaire de réalisation.

Le programme renforce le système de gestion des catastrophes du Bangladesh en aidant ce pays à réduire les risques inacceptables et à améliorer les activités de relèvement. Il appuie des réformes des principes d'action et de la planification, en privilégiant non plus tant la riposte aux catastrophes que la réduction du risque.

Depuis le début des opérations de terrain en 2006, le Programme multidonateurs de gestion des catastrophes a dirigé des centaines d'évaluations du risque encouru par les collectivités locales et de plans de réduction du risque, dans l'intérêt de 20 millions de personnes. Il a lancé 10 projets de recherche conçus pour analyser les effets du changement climatique et il a établi des bases de données pour faciliter l'accès à l'information concernant le risque et les prévisions associés à l'érosion des berges de cours d'eau, aux tremblements de terre, aux tsunamis et ondes de tempête et aux inondations.

Le Programme a procédé à de nombreux exercices de mobilisation et campagnes dans les médias et a fourni une formation à plus de 30 000 membres de comités de gestion des conséquences des catastrophes au service de 70 millions de personnes. En outre, 10 000 fonctionnaires sont formés chaque année aux éléments pertinents de la gestion des impacts des catastrophes.

E. En**vironnement**

58. Les questions environnementales dépassant nécessairement les frontières, nécessitent une action internationale coordonnée. Parce qu'il travaille notamment pour le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le PNUD, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la Banque mondiale et les gouvernements, l'UNOPS appuie des projets qui inversent la tendance à la dégradation de l'environnement, sensibilisent le public et améliorent la gestion des ressources. Ce faisant, il sert l'objectif 7 du Millénaire pour le développement, qui est d'assurer un environnement durable.

59. Au nom du FEM et du PNUD, l'UNOPS a facilité la coopération internationale pour empêcher la dégradation des eaux internationales et inverser la tendance actuelle à ce sujet. Parmi les projets concernant les eaux internationales qu'il appuie, on trouve 21 projets de grande envergure concernant divers systèmes hydrographiques comme le Dniepr, la mer Caspienne, le lac Tchad, le lac

Tanganyika, la mer Jaune, les grands écosystèmes de la mer des Caraïbes et du courant de Benguela, et les ressources phréatiques du Bassin du Limpopo. Le plus grand des projets, d'une valeur de 120 millions de dollars, concerne le Bassin du Nil.

60. L'UNOPS a servi d'agent d'exécution pour le Programme de microfinancement financé par le PNUD et le FEM, qui s'attaque à des questions liées à l'environnement dans le monde entier tout en se souciant des besoins des populations locales et encourage une réforme des institutions et des orientations dans les pays où il est mis en œuvre. L'UNOPS a fourni des services de gestion administrative et financière pour plus de 3 000 projets dotés d'un microfinancement dans plus de 100 pays. Les dons ont financé des initiatives écologiques locales et 2 050 d'entre eux ont été consacrés à la conservation de la diversité, 570 aux effets du changement climatique et 150 à la protection des eaux internationales.

Encadré 3
Protéger les écosystèmes de l'océan indien occidental

L'océan indien occidental a une faune et une flore diversifiées, comprenant des tortues marines et des requins menacés. Les écosystèmes côtiers et océaniques servent à faire vivre des collectivités locales : leurs pêcheries leur procurent nourriture et revenus durables, et les mangroves contribuent à contenir les inondations, empêcher l'érosion des côtes et purifier l'eau. Les beautés naturelles du littoral attirent des touristes du monde entier.

Les dommages dus à l'urbanisation, au commerce et à l'industrie, à l'agriculture, à la pêche commerciale et à d'autres activités socio-économiques sont très inquiétants. La pollution nuit à la santé humaine et à la qualité de l'eau. Le développement côtier rapide détruit les mangroves, les verdières et les récifs coralliens et réduit les stocks halieutiques et la biodiversité.

Pour préserver la beauté naturelle, ainsi que les biens et services liés à ces ressources côtières et marines, il faut procéder avec soin et dans la coordination. Malheureusement, des impératifs économiques contradictoires, les frontières qui limitent la gouvernance et parfois l'insuffisance de capacité des pouvoirs publics compliquent la situation.

Face à ces problèmes complexes, le PNUD a lancé en juillet 2004 le projet concernant l'océan indien occidental et les activités terrestres, qui est financé conjointement par le FEM, le gouvernement norvégien, le PNUE, et des gouvernements participants de la région : Afrique du Sud, Comores, Kenya, Madagascar, Maurice, Mozambique, Seychelles et Tanzanie. Mis en œuvre par le PNUE et exécuté par le Secrétariat de la Convention de Nairobi et l'UNOPS, ce projet aide les institutions et les gouvernements participants à développer leurs capacités et leurs cadres réglementaires en vue d'une bonne gestion des écosystèmes.

F. Égalité des sexes

61. L'engagement de la communauté internationale en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes est consacré par l'objectif 3 du Millénaire pour

le développement. Comme les clients de l'UNOPS intègrent souvent la démarginalisation des femmes à leurs travaux, les projets dont les objectifs ou des éléments concernent celle-ci se retrouvent tout au long du présent rapport.

62. L'UNOPS a aidé ses clients à organiser une formation professionnelle destinée aux femmes, dont 3 800 y ont pris part. Au Myanmar, plus de 2 900 femmes se sont ainsi perfectionnées à l'occasion d'une formation organisée par l'UNOPS au nom du PNUD et financée par l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et la Suède. À la demande de l'UNESCO, l'UNOPS a aidé, dans la région arabe, des formatrices locales à apprendre comment défendre les droits de la personne humaine.

63. L'UNOPS a contribué à fournir un appui à des femmes pour qu'elles puissent subvenir à leurs besoins dans les campagnes et aussi dans les villes en administrant des projets de microcrédit à leur intention en El Salvador, au Guatemala, en Iraq et au Sénégal.

64. Depuis 2004, l'UNOPS a fourni une assistance pour un projet, financé par l'USAID, de réhabilitation et de reconstruction du bâtiment qui abrite le foyer des étudiantes à l'Université de Kaboul, à titre d'appui au gouvernement afghan et à l'UNESCO. Une fois les principaux travaux de rénovation achevés, il lui a été demandé de participer à la gestion du dortoir dans le cadre d'un contrat qui a été prorogé jusqu'à la fin de l'année 2008, au cour de laquelle le nombre des étudiantes y logeant a atteint 756, soit une légère progression par rapport à leur nombre précédant légèrement supérieur à 600.

Encadré 4
Les microfinancements font toute la différence pour les Sénégalaises

Dans le département de Sédhiou, dans la fertile Casamance, près de la frontière méridionale avec la Guinée-Bissau, des microfinancements accordés par l'Italie aident les femmes à vivre mieux.

En 2006, la Cooperazione Italiana allo Sviluppo, qui dépend du ministère italien des affaires étrangères et est chargée des questions de développement, ainsi que le ministère sénégalais de l'agriculture, des eaux rurales et de la sécurité alimentaire, ont uni leurs forces pour créer le Fonds de développement local dans le département de Sédhiou. Le gouvernement sénégalais a demandé à l'UNOPS d'administrer le fonds et d'assurer le contrôle de la qualité.

Avec un apport du gouvernement italien de quelque 3 millions de dollars, le Fonds, sur trois ans, a pour objet de combattre la pauvreté en améliorant la production et la commercialisation agricoles, en encourageant l'utilisation durable des ressources naturelles, et en développant l'accès aux services de base en matière notamment d'éducation, d'eau et de soins de santé.

Répondre aux besoins des femmes a représenté un objectif essentiel. Dans plusieurs communautés, le Fonds a construit et équipé des centres polyvalents pour former des artisanes et développer la conscience sociale des femmes. Depuis le printemps de 2008, des microfinancements ont servi à clôturer et irriguer des jardins collectifs permettant aux villageoises d'y faire pousser des cultures de rapport. Les jardins maraîchers regroupent en général chacun 150 femmes, dont chacune se voit attribuer des plates-bandes où elle peut cultiver des carottes, des haricots, des laitues, des oignons et des choux dont le produit améliore le revenu familial.

G. Gouvernance

65. Travaillant pour les gouvernements, les organismes des Nations Unis et des mécanismes de financement tels que le Fonds d'affectation spéciale pour l'Iraq du Groupe des Nations Unies pour le développement, l'UNOPS a appuyé des projets de gouvernance en construisant des bâtiments publics, en achetant des biens, en formant des fonctionnaires et en menant des activités liées aux recensements et aux élections.

66. L'UNOPS a construit neuf bâtiments publics et en a réhabilité cinq. Au Libéria, avec l'appui du gouvernement et de la Suède, il a construit cinq bâtiments administratifs de comtés pour le compte du PNUD afin de rétablir l'autorité du gouvernement central et la capacité opérationnelle dans le pays. Au Soudan, trois bâtiments ont été achevés pour le ministère de l'agriculture et de l'élevage, pour le compte de la FAO. En Afghanistan, au nom de la Banque mondiale, L'UNOPS a dirigé la construction d'un bâtiment pour le service des douanes. Il a aussi dirigé la réhabilitation de bâtiments administratifs au Libéria, au Pakistan et au Pérou.

67. L'UNOPS a contribué à former plus de 1 500 fonctionnaires dans divers domaines : logistique, administration publique, gestion, dépenses publiques et obligation de rendre compte, et lutte contre la corruption.

68. L'UNOPS a acheté des biens d'une valeur dépassant 3,8 millions de dollars pour l'administration publique. En Haïti, il a fait obtenir 28 véhicules au ministère de la planification et de la coopération extérieure et, au Libéria, 17 véhicules au ministère des finances pour ses activités de terrain. En Argentine, l'UNOPS a acheté du matériel informatique pour le Conseil national de la recherche scientifique et technique et le ministère de l'intérieur.

Encadré 5
Élections en Iraq

En janvier 2009, les Iraquiens ont voté lors d'élections provinciales qui ont été caractérisées par un nombre d'électeurs inscrits plus élevé que pour les élections précédentes, un taux de participation électorale de 51 % et des bulletins nuls peu nombreux. Tout au long de 2008, l'UNOPS a soutenu la transition démocratique en appuyant la Haute Commission électorale indépendante.

Le Fonds d'affectation pour l'Iraq du Groupe des Nations Unies pour le développement lui a demandé de mettre en œuvre la Campagne d'éducation civique en vue des élections avec le soutien de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq. La campagne a fait mieux connaître le processus électoral, ce qui était essentiel dans un pays qui rénove ses institutions politiques après des années de conflit violent.

En 2008, la Campagne a apporté un appui financier et technique à 75 organismes iraquiens de la société civile et à des activités de base en matière d'éducation civique des électeurs qui ont bénéficié à plus de 200 000 Iraquiens de tout le pays, particulièrement des femmes, des membres de minorités, des personnes handicapées, des personnes votant pour la première fois et des personnes déplacées dans leur propre pays.

Jusqu'au jour des élections, la Campagne a organisé 100 réunions à l'intention des « chefs d'opinion » partout dans le pays, en y faisant participer des entités politiques ainsi que des chefs tribaux ou religieux, des fonctionnaires locaux et des universitaires, de même que des dirigeants d'associations de jeunes ou de femmes, pour qu'ils informent leurs communautés au sujet de l'importance des élections.

Parallèlement à cette campagne d'éducation civique des électeurs, l'UNOPS a continué d'appuyer le développement institutionnel de la Haute Commission électorale indépendante, il a établi pour le siège de celle-ci et ses 19 antennes dans les gouvernorats un réseau de communications s'étendant à tout le pays, et il a apporté son assistance aux groupes d'observation électorale iraquiens, qui ont formé et mobilisé plus de 45 000 observateurs avant le jour des élections.

H. Santé

69. Parmi les clients de l'UNOPS dans le secteur de la santé en 2008 ont figuré le PNUD, le FNUAP, des gouvernements, et le « Three Diseases Fund » (Fonds contre les trois maladies) qui est un consortium de donateurs (voir encadré 6).

70. À l'appui des objectifs 4 (réduction de la mortalité infantile) et 5 (amélioration de la santé maternelle) du Millénaire pour le développement, l'UNOPS a dirigé la réfection de 24 services de maternité, dont 21 dans de grands hôpitaux iraquiens à la demande du FNUAP, deux en Haïti à la demande de l'UNICEF et un au Libéria, avec un financement du gouvernement japonais. Dix unités de soins pour les pathologies néo-natales ont fait l'objet de plans et d'études en Inde dans le cadre de l'initiative de partenariat entre ce pays et la Norvège, que l'UNOPS soutient.

71. Dans le secteur de la santé, l'UNOPS a acheté et fourni des médicaments essentiels d'une valeur de plus de 28 millions de dollars. Il a fourni des médicaments, des ensembles diagnostiques et des biens d'une valeur dépassant 71,5 millions de dollars pour des programmes de santé en Inde, avec des financements provenant de la Banque mondiale, du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, ainsi que de l'Inde et du Royaume-Uni. Il a fourni au gouvernement indien 30 millions de trousses diagnostiques concernant le VIH, l'hépatite C virale et l'hépatite en général, et plus de 12 millions d'autres pour détecter le paludisme. Il s'est aussi procuré plus de 140 millions de doses de médicaments contre le VIH/sida, 26 millions de doses de vaccin contre la tuberculose et 159 millions de doses d'autres médicaments essentiels.

72. En tout, l'UNOPS a acheté pour ses clients 360 ambulances et véhicules médicalisés, dont 85 pour le Pérou, 25 pour l'Argentine et les 250 restants pour l'Inde, dans le cadre du programme du secteur de santé.

73. L'UNOPS a dirigé la construction ou la réhabilitation de 19 dispensaires et de 15 hôpitaux. Au Myanmar, à la demande du PNUD et avec un financement aussi de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et de la Suède, neuf dispensaires, desservant 2 655 ménages, ont été construits, et quatre ont été réhabilités, au profit de 719 autres. À Sri Lanka, cinq hôpitaux ont été construits ou réhabilités, quatre pour l'UNICEF et un pour le FNUAP.

74. L'UNOPS a contribué à organiser la formation de plus de 28 000 agents de santé de part le monde. Au Myanmar, des milliers de ces agents ont appris à gérer la tuberculose et à lutter contre le paludisme, et plus de 140 techniciens de laboratoire ont été formés à la microscopie des crachats. En Iraq, huit représentants du ministère de la santé ont été formés aux soins de santé d'urgence et des ateliers de traumatologie ont eu lieu à l'intention de 42 travailleurs sociaux et membres des professions de santé. En Inde, 83 gestionnaires spécialisés dans la pédiatrie ont été formés dans le cadre de l'initiative de partenariat entre ce pays et la Norvège.

Encadré 6
Three Diseases Fund au Myanmar

Le Three Diseases Fund regroupe des ressources d'un montant dépassant la centaine de millions de dollars, utilisables sur cinq ans. Il a été créé en octobre 2006 par six donateurs – Australie, Commission européenne, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède – pour contribuer à réduire les souffrances humaines provoquées par la tuberculose, le paludisme et le VIH/sida au Myanmar. L'UNOPS gère le fonds au nom du consortium de donateurs et en accord avec le ministère de la santé.

En à peine plus de deux ans, le Fonds a décaissé 42 millions de dollars au profit de 23 partenaires d'exécution, ce qui fait de ses contributions les plus élevées pour la lutte contre ces trois maladies au Myanmar. Il a réussi à desservir largement le territoire, jusque dans les zones reculées par l'intermédiaire de divers organismes indépendants dont des organisations non gouvernementales (ONG) et leurs partenaires locaux, ainsi que cinq organismes des Nations Unies : l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ONUSIDA et le FNUAP ont reçu des dons pour appuyer la lutte générale contre les maladies menée par le Ministère de la santé, tandis que l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et l'Organisation internationale des migrations ont obtenu des fonds pour des projets précis.

Le Myanmar compte selon les estimations 240 000 cas de VIH, dont 75 000 nécessitent un traitement antirétroviral. En 2008, le Fonds a contribué à fournir un traitement à environ 6 600 malades – 40 % de la population séropositive traitée par des antirétroviraux. Le Fonds a permis que des médicament de première intention contre la tuberculose soient distribués dans le pays à l'ensemble des 325 communes, en plus d'appuyer la prévention, les soins et le traitement du VIH et du sida dans 143 communes hautement prioritaires. Dans 134 de ces communes, il a participé à la prévention du paludisme, ainsi qu'aux soins et au traitement, y compris en finançant l'achat d'environ 80 000 moustiquaires imprégnées durablement et le traitement à l'insecticide de 400 000 autres.

I. Justice, sécurité et ordre public

75. L'UNOPS a appuyé les efforts de justice et de réconciliation de gouvernements et d'entités internationales, y compris la Division des opérations de la paix, l'Union européenne, le PNUD et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Il a participé à la conception, la construction et la réhabilitation d'infrastructure à ce sujet, ainsi qu'à la formation et l'édification de capacités.

76. L'UNOPS a dirigé la construction ou la réhabilitation de 20 prisons ou centres de détention, 31 postes de police et deux tribunaux. Au Kosovo, avec un financement du gouvernement italien, 17 cellules conformes aux normes internationales en matière de droits de l'homme ont été construites dans des postes de police. En Afghanistan, à la demande de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'UNOPS a dirigé la construction d'un centre de détention pour femmes. Des postes de police ont été remis en état – 14 en Haïti, 11 au Guatemala et deux au Soudan – tous pour le compte du PNUD. Quatre postes de police ont été construits au Libéria pour le HCR.

Encadré 7
Création d'une police palestinienne remplissant son objectif

Le Bureau de coordination de l'Union européenne pour le soutien de la police palestinienne apporte son assistance à la création d'une police palestinienne agissant dans la transparence, redevable de ses actes et faisant effectivement son travail. Les diverses composantes du plan de réforme de cette police sont financées par différents gouvernements, en Europe et en dehors.

L'UNOPS aide le Bureau de coordination dans diverses tâches : planification stratégique, étude du projet et conseils pour sa gestion, administration de la construction, conception technique et conseils en matière de conception, achats internationaux, administration des fonds et services de décaissement en espèces.

L'UNOPS participe à sept grands projets et 27 activités d'achat pour développer les capacités de la Police palestinienne, qui compte 6 000 agents. Il s'agit de construire et réaménager le centre de formation de la police à Jéricho, financé par un consortium de donateurs, et de construire la nouvelle prison de cette ville, avec un financement des Pays-Bas.

L'UNOPS construit actuellement trois tours de radiocommunications en Cisjordanie, avec des fonds du Canada et de la Commission européenne, et améliore le parc de véhicules de la Police civile palestinienne, avec des financements de la Norvège, des Pays-Bas et de la Commission européenne,

L'UNOPS a participé à la constitution d'un fonds de formation qui permettra d'organiser plus d'une cinquantaine de cours concernant les enquêtes pénales, l'administration de la circulation, l'apprentissage de l'italien par les policiers chargés du tourisme, et la protection de la famille.

77. L'UNOPS a aidé l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à former plus de 1 100 fonctionnaires aux principes de la justice transitionnelle. En Iraq, 54 hauts fonctionnaires ont assisté à des ateliers où ils ont examiné et modifié les principes de cette justice. Au Soudan, en Jordanie et au Cap-Vert, 50 représentants de l'administration publique ont étudié des stratégies contre la corruption. Pour l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'UNOPS a organisé des sessions de formation notamment sur la traite des personnes, la lutte contre la corruption, la lutte contre le terrorisme et la drogue, et la prévention de la criminalité.

78. L'UNOPS a aidé ses partenaires, dont le PNUD et l'Union Européenne, à recruter plus de 30 experts internationaux de la justice, de la sécurité et de l'ordre public. Ces experts ont été envoyés au Bangladesh, en Côte d'Ivoire, en Iraq et dans d'autres pays.

79. Au nom du PNUD et avec un financement de l'Union européenne, l'UNOPS a épaulé deux centres iraquiens qui ont assisté plus de 600 victimes de torture. Au Kosovo, il a aidé la Mission des Nations Unies dans ce pays à recevoir des litiges relatifs à des biens immeubles et à en régler près de 19 000 et il a participé à la formation de 10 juges.

80. L'UNOPS a aidé le Service de la lutte antimines et le PNUD à s'attaquer aux problèmes posés par les mines terrestres et les restes explosifs de guerre, notamment par le recrutement, les achats, la sous-traitance à des organismes privés ou nationaux, un appui technique et opérationnel, et des services financiers et juridiques.

81. L'UNOPS a appuyé des activités du Service de la lutte antimines qui ont aidé directement 10 missions de maintien de la paix de l'ONU et apporté des conseils à quatre autres. En Afghanistan, ce Service a éliminé plus de 81 000 mines antipersonnel et, en République démocratique du Congo, en tout 18 000 hectares de terres ont été rendus aux collectivités pour qu'elles puissent les exploiter normalement. En Érythrée et en Éthiopie, on a déminé des routes sur plus de 3 800 kilomètres ou vérifié qu'elles n'étaient pas minées et on a ouvert 7 020 kilomètres de route au Soudan.

Encadré 8
Centre de lutte antimines à Chypre

À la suite du cessez-le-feu de fait pendant le conflit des années 1970 à Chypre, une zone tampon a été établie sur environ 3 % du territoire de l'île entre les régions qui sont occupées par les parties au conflit. Celles-ci ont établi des champs de mines défensifs à l'intérieur et à l'extérieur de cette zone.

Après une évaluation du SLAM, les gouvernements canadien et slovène ainsi que l'Union européenne ont financé la création du Centre chypriote de lutte antimines. Ce projet, lancé en 2004 pour déminer la zone tampon, est un modèle de coordination entre organisations : il est mis en œuvre par le PNUD et exécuté par l'UNOPS, sous la direction technique du SLAM et avec l'appui de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre.

À la fin de 2008, plus de 10 000 mines avaient été retirées de 53 champs de mines et 6 500 hectares de terre avaient été entièrement déminés. À la suite de cette opération, une zone qui avait séparé les deux camps pendant plus de 45 ans a été rouverte au public.

En éliminant les obstacles matériels séparant les deux camps – mesure de confiance qui encourage des initiatives bicommunautaires – le projet a favorisé non seulement la situation humanitaire et le développement dans l'île mais aussi une sortie de l'impasse politique.

Le programme a reçu d'autres financements, d'un montant total de cinq millions d'euros, du gouvernement chypriote et de l'Union européenne pour des activités au cours de la période 2009-2010 qui visent à déminer le reste de la zone tampon avant la fin de 2010.

J. Développement économique local

82. En appuyant l'environnement, l'infrastructure, les services et les compétences nécessaires au développement, la plupart des projets financés par l'UNOPS contribuent à réduire la pauvreté et à améliorer le niveau de vie, favorisant par là

l'élimination de l'extrême pauvreté qui est le premier objectif du Millénaire pour le développement.

83. En 2008, l'UNOPS a aidé des clients à développer des compétences et à créer des emplois locaux, principalement dans le domaine de la construction et de l'entretien des routes. Des projets à Sri Lanka ont créé 318 000 journées de travail dans le secteur de la construction, et en Iraq plus de 40 000 journées de travail pour la remise en état de l'infrastructure sociale et économique, notamment des parcs, des jardins et des écoles. En Afghanistan et en Somalie, des projets de construction ont aussi mis l'accent sur la création d'emplois locaux et le développement des compétences.

84. L'UNOPS a aidé ses clients à améliorer les moyens d'existence des agriculteurs en zone rurale. Au Burkina Faso, l'UNOPS a dirigé la formation de 250 agriculteurs pour le compte du PNUD et du gouvernement italien et, au Kenya, il a appuyé la formation de producteurs de café pour le Fonds commun pour les produits de base. En République démocratique du Congo, la formation et la distribution de semences, d'arbres et de petit bétail a aidé 1 740 familles.

85. Pour appuyer des clients, l'UNOPS a développé la formation d'une part de petites et moyennes entreprises, et d'autre part de petites et micro entreprises. En Iraq, 60 membres locaux d'ONG et d'organismes privés ont appris comment enseigner la gestion des affaires sur le terrain au cours de sessions de formation organisées par l'UNOPS au nom du Fonds d'affectation pour l'Iraq. L'UNOPS a géré des systèmes de microcrédit et participé à plus de 60 activités de cartographie et relevés économiques locaux ou les a organisés.

86. L'UNOPS a fourni au Fonds de développement agricole (FIDA) des services d'administration de fonds, concernant notamment la planification et la négociation de projets, le suivi et la présentation de rapports, l'approbation et l'examen de décaissements, la direction de la mise en œuvre de projets, la formation de personnel de projet à l'administration des fonds, et la fourniture de conseils techniques et de recommandations aux organes nationaux d'exécution.

Encadré 9
Des vies changées au Pérou

Avec le concours du gouvernement, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et l'UNOPS ont étudié les aspects socio-économiques de la culture illicite de la coca. Ils se sont aperçu que la plupart des cultivateurs de coca étaient prêts à produire d'autres cultures, elles licites et respectueuses de l'environnement, mais qu'ils ne pouvaient pas en vivre car ils n'avaient pas les moyens de les transformer et vivaient trop isolés et loin des grands marchés, pour pouvoir les commercialiser.

L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et l'UNOPS ont lancé une production d'huile de palme à Neshuya, à 100 kilomètres au Nord-Est d'Aguaytia, dans le centre du Pérou, qui a abouti à la construction d'une usine de traitement exploitée par une coopérative du nom de Oleaginosas Amazonica S.A. Cette usine respecte l'environnement en utilisant les résidus de la palme comme combustible et traite 12 tonnes de fruits à l'heure.

Les agriculteurs qui ont renoncé à cultiver la coca au profit des palmiers ont décuplé leur revenu. La transformation des fruits du palmier que permettent ces projets de développement de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et de l'UNOPS a transformé la vie de plus de 2 000 familles et de nombreux autres agriculteurs sont candidats pour adhérer aux coopératives.

K. Travaux publics

87. En 2008, l'UNOPS a surveillé la construction et la réfection de 1 318 kilomètres de routes, pavées ou non, et de 3 205 kilomètres de drainages d'accotements. La plus grande partie de ces travaux ont été effectués en République démocratique du Congo avec l'appui de la Commission européenne et de pays dont la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède. Au Pérou, en coopération avec le PNUD pour le ministère du logement, l'UNOPS a surveillé la construction de routes dans le cadre du programme « La calle de mi barrio », dans lequel la construction de routes et d'autres infrastructures peu coûteuses sert à améliorer la qualité de vie de quartiers pauvres. À Sri Lanka, 110 kilomètres de nouvelles routes pavées ont rapproché les collectivités des services de base et des marchés. L'UNOPS a surveillé d'importants travaux de construction de routes en Afghanistan et au Soudan.

88. Dans l'ensemble du monde, l'UNOPS a surveillé la construction ou la réfection de 105 ponts, la plupart au Myanmar, pour le compte du PNUD, avec un financement de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et de la Suède.

89. Au niveau mondial, l'UNOPS a réhabilité 56 réseaux d'adduction d'eau, depuis de vastes systèmes urbains jusqu'à des canalisations rurales. En Iraq, 185 000 personnes peuvent mieux se procurer de l'eau de meilleure qualité depuis que neuf projets ont conduit à l'installation de canalisations raccordées à leurs logements. L'alimentation en eau de quelque 2 millions d'Iraquiens dans le quartier de Russafa, à Bagdad, est devenue plus fiable avec l'installation d'une nouvelle unité à l'usine de traitement des eaux de Sharq Dijla, pour le compte de l'UNICEF. Au Pérou, l'UNOPS a dirigé la construction d'une usine de traitement des eaux

desservant 15 000 personnes, tandis qu'au Myanmar, un grand nombre de petites interventions, y compris le forage de 195 puits, ont fourni de l'eau pure à 71 200personnes.

90. L'UNOPS a aidé des populations locales à développer leurs capacités de construire et entretenir l'infrastructure. En Afghanistan, plus de 500 personnes ont appris à construire des routes financées par la Banque mondiale. En Iraq, pour le compte du PNUD et de l'UNICEF, l'UNOPS a enseigné à une cinquantaine de personnes à concevoir, gérer et entretenir des réseaux d'alimentation électrique et d'adduction d'eau.